



**AUDA-NEPAD**  
AGENCE DE DEVELOPPEMENT DE L'UNION AFRICAINE

# EN RÉSUMÉ

L'Agence de développement de l'Union africaine-NEPAD

© Agence de développement de l'Union africaine - NEPAD

230 15th Road, Midrand, Johannesburg, Afrique du Sud

Tél : +27-11 256 3600

Courriel : [info@nepad.org](mailto:info@nepad.org)

Web : [www.nepad.org](http://www.nepad.org)

[Twitter@Nepad\\_agency](https://twitter.com/Nepad_agency)

[#TheAfricaWeWant](https://twitter.com/hashtag/TheAfricaWeWant)

Septembre 2023

Icônes: utilisées avec l'aimable autorisation de Freepik

Ce document est l'œuvre du personnel de l'Agence de développement de l'Union africaine - NEPAD et des contributeurs externes. Les constatations, interprétations et conclusions exprimées dans ce travail ne reflètent pas nécessairement les points de vue de l'AUDA-NEPAD. Les appellations utilisées et la présentation de matériel dans ce produit d'information n'impliquent pas l'expression d'une quelconque opinion de la part de l'AUDA-NEPAD concernant le statut juridique ou de développement d'un pays, d'un territoire, d'une ville ou d'une zone ou de ses autorités, ou concernant la délimitation de ses frontières.

**Citation recommandée :**

Agence de développement de l'Union africaine - NEPAD. 2023. Note d'information pour les nouveaux membres du Comité d'orientation des Chefs d'État et de Gouvernement de l'AUDA-NEPAD. AUDA-NEPAD, Midrand, Afrique du Sud.



# SOMMAIRE

Message de la Secrétaire Générale	<b>v</b>
Contexte	<b>1</b>
Justification	<b>2</b>
À propos	<b>3</b>
Gouvernance	<b>4</b>
Agenda 2063	<b>6</b>
Programmes	<b>7</b>
<ul style="list-style-type: none"><li>▪ Agriculture, systèmes alimentaires et durabilité environnementale</li><li>▪ Infrastructure, commerce et industrie</li><li>▪ Capital humain et développement des institutions</li><li>▪ Science, technologie et innovation</li><li>▪ Programme global Triple Nexus axé sur la paix, la sécurité et le développement.</li></ul>	
Partenariats et mobilisation des ressources	<b>25</b>

# MESSAGE

de la Secrétaire Générale AUDA-NEPAD



La pandémie du COVID-19 a fait régresser la convergence économique de l'Afrique vis-à-vis de l'économie mondiale. Sur tout le Continent, nous avons constaté une augmentation de la vulnérabilité économique avec une augmentation de la dette publique, des pressions inflationnistes et un resserrement des politiques monétaires. Dans ce contexte, les États Membres continuent de faire face à des défis socio-économiques complexes. Au cours des deux dernières années, plus de 59 millions d'Africains ont basculé dans l'extrême pauvreté. En outre, au moins un Africain sur cinq se couche le ventre vide, et on estime que 140 millions de personnes en Afrique sont confrontées à une insécurité alimentaire aiguë. Ces statistiques reflètent non seulement la gravité des menaces socio-économiques auxquels sont confrontés les États Membres, mais, surtout mettent en évidence que les acteurs locaux, les décideurs politiques, les Organismes Régionaux, les institutions de développement et l'AUDA-NEPAD doivent intensifier leurs efforts pour répondre aux crises socio-économiques actuelles, se préparer aux défis futurs, réduire la vulnérabilité et renforcer la résilience dans toutes les franges de la société.

Lorsque j'ai pris mes fonctions de Secrétaire Général de l'Agence de développement de l'Union africaine-NEPAD (AUDA-NEPAD) en date du 1er mai 2022, j'ai été confrontée à la question de savoir comment l'Agence allait relever ces défis et contribuer au développement du continent. Notre réponse, au niveau de l'ensemble du système, a été de renforcer les capacités techniques et financières de l'Agence afin qu'elle puisse exécuter son mandat, privilégier une approche intégrée du développement, redéfinir et adopter une stratégie plus flexible afin que nous mettions pleinement en oeuvre notre mandat, que nous ayons un impact inclusif et transformateur centré sur les personnes et que nous assurions la promotion de la mise en oeuvre de l'Agenda 2063.

À cette fin, en 2022, l'Agence a ajusté ses programmes et son budget pour répondre aux besoins et priorités émergents, à savoir les perturbations et les chocs engendrés par la pandémie du COVID-19, les tensions géopolitiques sur le continent, le conflit en cours entre la Russie et l'Ukraine et les impacts du changement climatique. Ce processus a abouti à une redéfinition stratégique des priorités et à un recentrage sur des résultats transformationnels dans trois domaines tenant compte des objectifs de l'Afrique en matière de développement socio-économique durable par le biais d'une industrialisation rapide dans le cadre de la Zone de

Libre-Échange Continentale Africaine (ZLECAf). Ceci inclut notamment: (i) l'infrastructure, le commerce et l'industrie – en accélérant le développement des infrastructures transfrontalières et l'intégration régionale, en stimulant la libre circulation des biens, des services et des personnes et en faisant progresser l'industrialisation ; (ii) l'agriculture, les systèmes alimentaires et la durabilité environnementale – dont la démarche repose sur la coordination de la mise en oeuvre de la Position africaine commune sur l'agriculture et sur la promotion de la sécurité alimentaire et nutritionnelle, tout en atténuant Les incidences du changement climatique ; et (iii) le capital humain et le développement des institutions – visant à renforcer les systèmes de santé, à soutenir l'autonomisation des femmes et des jeunes, et à construire des institutions fortes et capables, soutenues par la science, la technologie et l'innovation.

En tant qu'agence de mise en oeuvre de l'Union africaine, l'AUDA-NEPAD, en partenariat avec la Commission de l'Union africaine, suit et évalue les progrès réalisés pour atteindre les objectifs de l'Agenda 2063. Ces interventions nous aideront à mieux nous préparer et à renforcer les capacités nécessaires pour répondre aux défis actuels et aux besoins futurs des États Membres en vue de réaliser "l'Afrique que nous voulons". Nous avons également lancé l'initiative Energize Africa qui vise notamment à catalyser et à tirer profit du potentiel, de la créativité et de la capacité d'innovation des jeunes en vue de la croissance économique et du développement de l'Afrique. L'objectif étant d'élargir les opportunités de revenus pour les jeunes par la création d'emplois, la stimulation des innovations et d'un entrepreneuriat dynamiques contribuant à une industrialisation rapide du Continent.

L'AUDA-NEPAD travaille notamment avec les Communautés Economiques Régionales (CER) à un programme de mobilisation des ressources continentales pour assurer un financement durable pour la mise oeuvre de l'Agenda 2063.

Enfin, en regardant vers l'avenir, l'Agence reconnaît que dépasser les complexités du développement de l'Afrique exige de s'élancer vers des opportunités nouvelles et inexplorées. Nous avons l'intention d'y parvenir en continuant à forger des relations de travail dynamiques et productive, à travers des approches collectives, avec les États Membres et toutes les parties prenantes et partenaires de l'Afrique.



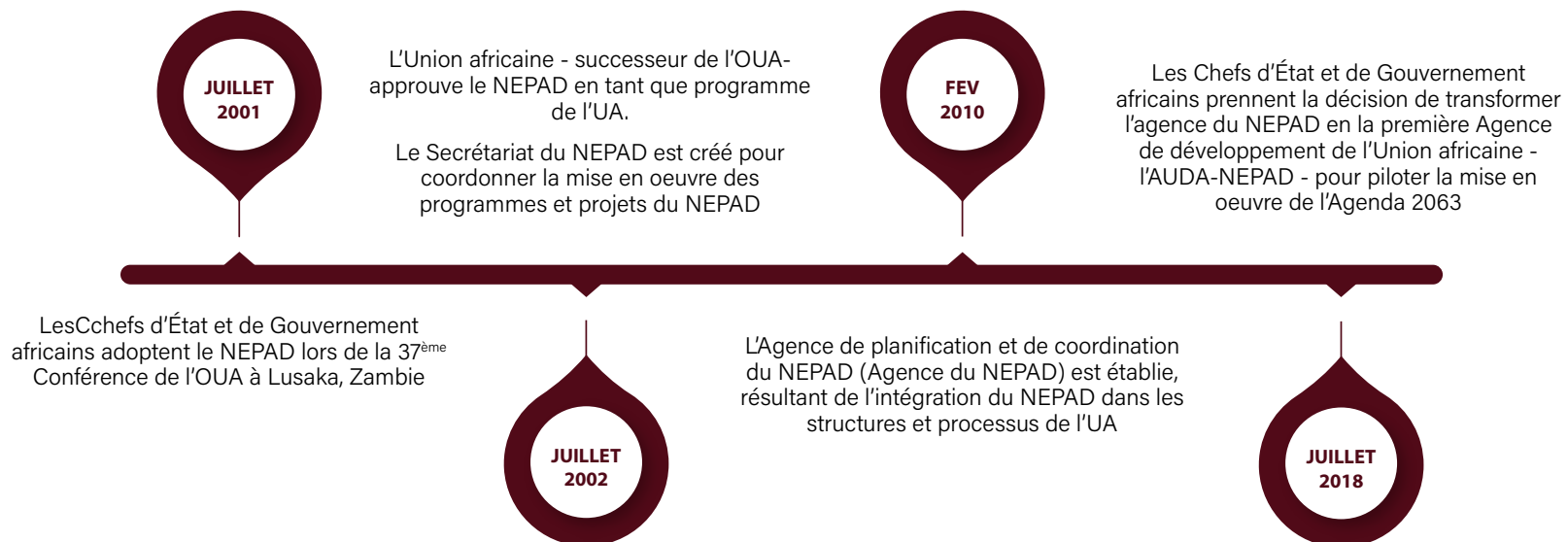
**S.E. Nardos Bekele-Thomas**

Secrétaire Générale  
AUDA-NEPAD

# CONTEXTE

L'Agence de développement de l'Union africaine-NEPAD (AUDA-NEPAD) a été créée en 2018 lors du Sommet des Chefs d'État et de Gouvernement de l'UA à Nouakchott, en Mauritanie, en tant qu'instrument du continent pour accélérer la mise en œuvre de l'Agenda 2063 - le cadre de développement sur 50 ans de l'Afrique.

L'AUDA-NEPAD est née des réformes institutionnelles de l'Union africaine (UA). En 2001, le Sommet des Chefs d'État et de Gouvernement de l'Organisation de l'Unité africaine (OUA) a adopté le Nouveau Partenariat pour le développement de l'Afrique (NEPAD) comme vision continentale. Le NEPAD représentait un engagement des dirigeants africains, fondé sur une vision commune et une conviction partagée, avec l'objectif 1) d'éradiquer la pauvreté et de favoriser la croissance économique et le développement durables de l'Afrique par la promotion de l'intégration régionale et continentale, 2) de mettre fin à la marginalisation de l'Afrique dans les processus mondiaux, de renforcer son intégration complète et bénéfique dans l'économie mondiale, et 3) d'accélérer l'autonomisation des groupes socialement défavorisés, tels que les femmes et les enfants. Le Secrétariat du NEPAD a été créé en Afrique du Sud pour promouvoir la mise en œuvre du NEPAD. Par la suite, une décision du Sommet de l'UA de 2010 a transformé le Secrétariat du NEPAD en Agence de planification et de coordination du NEPAD (Agence du NEPAD). Cela incluait un changement de mandat, l'Agence étant officiellement désignée comme l'agence technique de mise en œuvre de l'UA et intégrée aux systèmes de l'UA. La décision de 2018 a transformé l'Agence, l'a dotée d'une identité juridique et d'un statut distinct.





# JUSTIFICATION

---

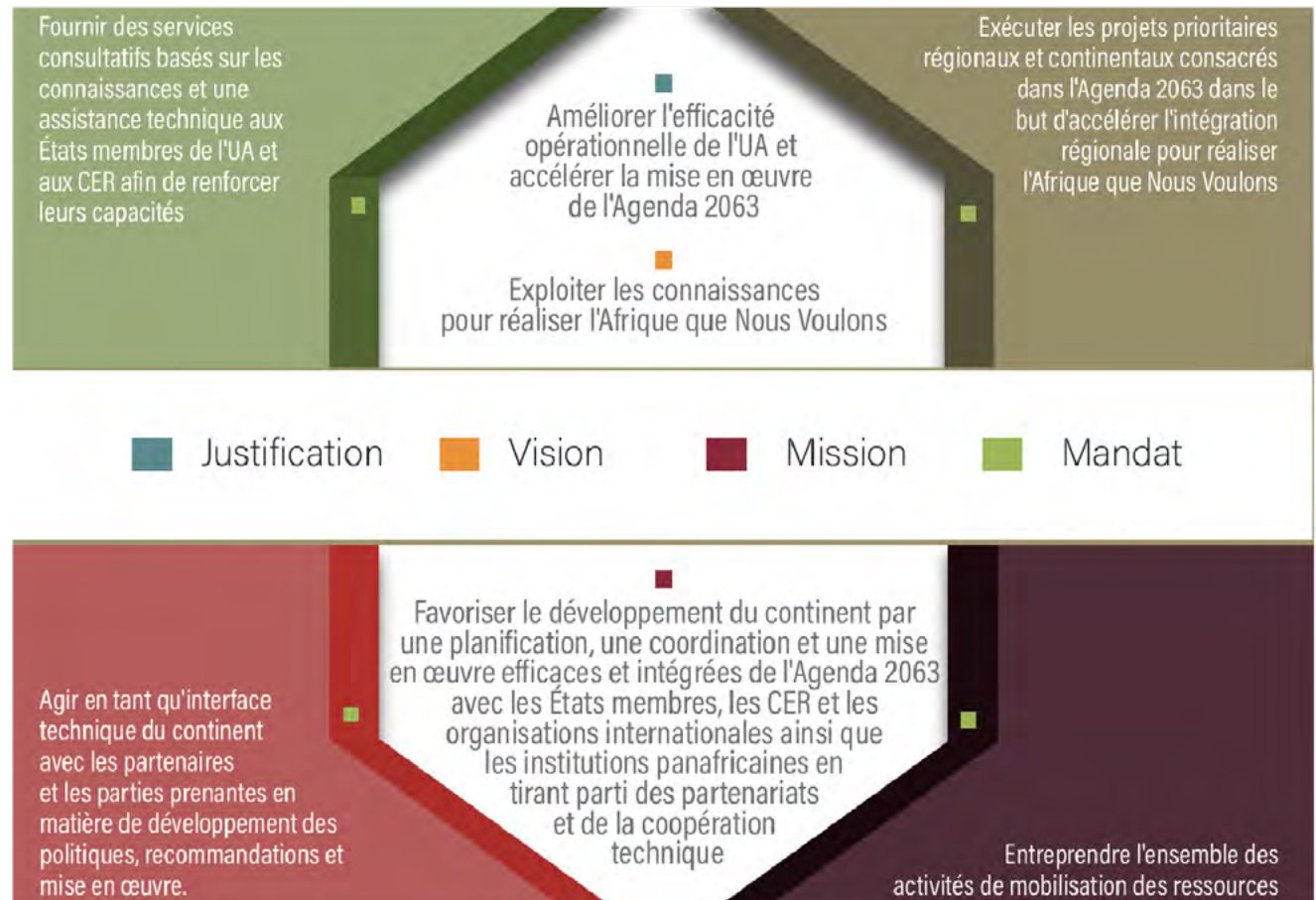
Le processus de réforme de l'UA a été enclenché avec l'objectif d'améliorer l'impact et l'efficacité opérationnelle de l'Union. Le rapport sur les réformes institutionnelles présenté au Sommet de janvier 2017 a formulé cinq recommandations stratégiques, dont i) se concentrer sur un certain nombre de priorités continentales ; ii) réaligner les institutions de l'UA pour mettre en œuvre ces priorités ; iii) gérer l'UA de manière efficace et efficiente à tous les niveaux ; iv) financer l'UA de manière durable ; et v) établir les liens avec les Africains. La création de l'AUDA-NEPAD est donc le résultat des réformes qui représentent une affirmation et un engagement des États membres à mettre en place un instrument appartenant à l'Afrique pour défendre et concrétiser les priorités de développement de l'UA.

En tant qu'Agence de développement de l'UA, l'AUDA-NEPAD détient une position unique à l'intérieur de structures de l'UA, de gouvernements nationaux et d'acteurs du développement pour devenir l'interface technique et le catalyseur de l'intégration de l'Afrique. Elle a été conçue pour jouer un rôle fondamental dans la mise en œuvre des projets phares de l'Agenda 2063 dans des secteurs thématiques clés, tels que l'agriculture et la résilience au changement climatique, les infrastructures transfrontalières et le développement du capital humain, avec des catalyseurs transversaux tels que l'éducation, la science, la technologie et l'innovation, la santé, l'égalité de genre, le renforcement des capacités et l'autonomisation des jeunes.

Les activités et le modèle opératoire de l'Agence reposent sur la flexibilité, l'autonomie et l'efficacité visant à créer des synergies, des complémentarités et des collaborations entre les principaux acteurs du développement sur le continent. Le nouveau mandat confère également à l'Agence des responsabilités quant à la mise en œuvre des programmes prioritaires à l'échelle national, régional et continental en vue d'atteindre les buts et objectifs de l'Agenda 2063.

# À PROPOS

L'AUDA-NEPAD est une Agence de développement à part entière qui coordonne et met en œuvre les projets régionaux et continentaux prioritaires décrits dans l'Agenda 2063. L'Agence a pour mandat de mobiliser l'ensemble des ressources nécessaires à la mise en œuvre efficace des projets prioritaires et d'apporter une assistance technique et des services consultatifs basés sur les connaissances aux États membres de l'UA et aux Communautés économiques régionales (CER). En outre, l'AUDA-NEPAD suit et évalue la mise en œuvre de programmes et des projets et sert d'interface technique du continent pour l'élaboration des recommandations et la mise en œuvre des politiques avec les partenaires et les parties prenantes. Le Conseil exécutif de l'Union africaine a adopté le statut établissant l'AUDA-NEPAD en tant qu'organe technique de l'UA. Une décision a également approuvé les fonctions essentielles de l'Agence pour exécuter son mandat et de sa structure de gouvernance.




# GOVERNANCE

**La Conférence de l'Union africaine :** Le président du Comité d'orientation des Chefs d'États et de Gouvernement (HSGOC) fait rapport des activités de l'AUDA-NEPAD à la Conférence de l'Union africaine et formule des recommandations de décisions à des fins d'examen et d'adoption par la Conférence.

**Le Comité d'orientation des Chefs d'État et de Gouvernement de l'AUDA-NEPAD :** Le Comité d'orientation des Chefs d'État et de Gouvernement (HSGOC) de l'Agence de développement de l'Union africaine (AUDA-NEPAD) est un sous-comité de la Conférence de l'UA qui constitue le leadership politique et donne une orientation stratégique aux programmes de l'AUDA-NEPAD. Le HSGOC de l'AUDA-NEPAD soumet ses recommandations à la Conférence plénière pour approbation. Le HSGOC AUDA-NEPAD est composé de 33 membres : huit États membres qui assurent la présidence des CER et cinq membres de chacune des cinq régions de l'UA. La composition est tournante tous les deux ans, sauf pour les cinq États membres fondateurs de l'AUDA-NEPAD : Afrique du Sud, Algérie, Égypte, Nigéria et Sénégal (voir les décisions 691 de la Conférence de juillet 2018 et 763 de février 2020). Le Sommet des Chefs d'État et de Gouvernement de l'UA de février 2023 a approuvé S.E. Abdel Fattah El-Sisi, Président de la République arabe d'Égypte, Président du Bureau ; S.E. Paul Kagame, Président de la République du Rwanda et Président sortant du HSGOC en tant que Vice-Président et Rapporteur et trois autres Vice-Présidents qui seront nommés après consultations régionales (Assembly/au/Dec.852(XXXVI)).







**Le Comité de pilotage de l'AUDA-NEPAD :** Le Comité de pilotage de l'AUDA-NEPAD assure la liaison entre le HSGOC et l'AUDA-NEPAD et effectue un suivi des activités de l'AUDA-NEPAD. Le Comité est composé des représentants permanents des Chefs d'État et de Gouvernement du HSGOC. En outre, un représentant du Président de la Commission de l'Union africaine (CUA) participe aux réunions, et des représentants des huit CER reconnues par l'UA, de la Banque africaine de développement (BAD), du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), du Bureau du Conseiller spécial des Nations Unies pour l'Afrique (UNOSAA) et de la Commission économique des Nations Unies pour l'Afrique (CEA) y participent en tant qu'observateurs.

**Sous-comité du Comité des représentants permanents (COREP) sur le NEPAD :** Le sous-comité est composé d'ambassadeurs africains auprès de l'Union africaine et se réunit ordinairement environ quatre fois par an. Il fournit des orientations politiques et des conseils stratégiques à l'AUDA-NEPAD. Le sous-comité est composé de 15 membres sur la base d'une répartition géographique convenue.

# AGENDA 2063

L'Agenda 2063 vise à rapprocher le continent de "l'Afrique que nous voulons" - Une Afrique intégrée, prospère et pacifique, dirigée par ses propres citoyens et représentant une force dynamique sur la scène internationale. Il s'agit d'une démonstration concrète de la manière dont le continent entend réaliser cette vision dans les 50 ans à venir, entre 2013 et 2063. L'Agenda 2063 est mis en œuvre au moyen de cinq plans décennaux de mise en œuvre (TYIP).

Alors que le premier TYIP touche à sa fin, les organes politiques de l'UA ont chargé l'AUDA-NEPAD, en partenariat avec la CUA, de suivre et évaluer les progrès réalisés pour atteindre les objectifs et les buts de l'Agenda 2063. En outre, l'AUDA-NEPAD et la CUA coordonnent la conception du deuxième TYIP (2024-2033).

Un manuel sur les indicateurs continentaux et un outil de suivi pour évaluer les progrès accomplis aux niveaux continental, régional et national tous les deux ans ont été élaborés dans le cadre de ce processus. En outre, des lignes directrices pour les consultations nationales multipartites ont été élaborées et utilisées par 51 États membres pour évaluer le premier TYIP et éclairer la formulation de la deuxième décennie de l'Agenda 2063. Ce projet spécial de l'Agenda 2063 a été lancé en juin 2022 par les Ministres nationaux de la Planification et des Finances. Un financement de démarrage a été mis à la disposition de tous les États membres de l'UA pour des consultations nationales. 40 États membres de l'UA ont utilisé ces fonds, et des sessions d'orientation régionales ont été tenues dans les cinq régions d'Afrique.



## Aspiration 1

Une Afrique prospère fondée sur une croissance inclusive et un développement durable



## Aspiration 2

Un continent intégré, uni sur le plan politique et ancré dans les idéaux du Panafricanisme et la vision de la Renaissance africaine



## Aspiration 3

Une Afrique de la bonne gouvernance, du respect des droits de l'homme, de la justice et de l'État de droit



## Aspiration 4

Une Afrique vivant dans la paix et dans la sécurité



## Aspiration 5

Une Afrique dotée d'une forte identité culturelle, d'un patrimoine commun, et de valeurs et d'éthique partagées



## Aspiration 6

Une Afrique dont le développement est axé sur les populations, qui s'appuie sur le potentiel de ses populations.



## Aspiration 7

Une Afrique qui agit en tant qu'acteur et partenaire fort, uni et influent sur la scène mondiale

# PROGRAMMES

---

L'AUDA-NEPAD a favorisé une présence continentale par la mise en œuvre d'activités et de programmes dans tous les États membres de l'UA. L'Agence a adapté ses programmes pour satisfaire aux nouveaux besoins et priorités exprimés par les États membres de l'UA. Ce processus a débouché sur une réorientation stratégique axée sur trois programmes essentiels, conformément à l'Agenda 2063. Ces domaines d'intervention prioritaires comprennent (i) l'agriculture, les systèmes alimentaires et la durabilité environnementale ; (ii) les infrastructures, l'industrialisation, le marché et le commerce ; et (iii) le capital humain et le développement des institutions soutenus par (iv) la science, la technologie et l'innovation (STI).



**Présence dans les 55  
États membres de l'UA**



## Agriculture, systèmes alimentaires et durabilité environnementale

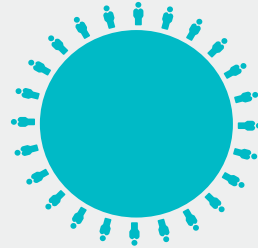
---

L'AUDA-NEPAD assure la coordination de la Position commune africaine sur les systèmes alimentaires (PAC), une initiative continentale visant à transformer les systèmes alimentaires africains de la production à la transformation, la distribution, la consommation et l'élimination. Cette démarche tient compte du fait que les systèmes alimentaires comprennent des dimensions naturelles, agro-écosystémiques, économiques et socioculturelles à plusieurs échelles et sont influencés par divers facteurs socio-économiques. La PAC s'inscrit en lien étroit avec le Programme détaillé pour le développement de l'agriculture africaine (PDDAA), le cadre de transformation agricole de l'Afrique. La PAC souligne l'importance de la transformation des systèmes alimentaires pour atteindre les 20 objectifs de l'Agenda 2063. Elle souligne que l'impact transformateur des systèmes alimentaires africains nécessite de nouvelles interventions, politiques et des partenariats nouveaux qui entraîneront des changements significatifs de long terme dans le fonctionnement du système. L'objectif est de construire, par le biais du cadre du PDDAA, des systèmes alimentaires résilients et inclusifs. Plus concrètement, l'AUDA-NEPAD a pour objectif de :

- Augmenter et promouvoir l'utilisation des technologies innovantes émergentes, notamment le numérique, les modifications génétiques et l'irrigation, pour accroître la productivité et la production agricoles intelligentes face au climat. Cela devrait permettre d'étendre l'accès à des régimes alimentaires abordables, sûrs et nutritifs.
- Élaborer des instruments appropriés et accessibles, par exemple, des services de financement et d'assurance spécialement adaptés aux petites et moyennes entreprises (PME) et accroître et renforcer les capacités des intervenants de première ligne dans la prestation de systèmes alimentaires résilients, viables et inclusifs.

- Renforcer les marchés alimentaires locaux, nationaux et transnationaux, qui restent fragmentés et informels, tout en tirant partie des opportunités potentielles offertes par la Zone de libre-échange continentale africaine de l'Union africaine (ZLECAf). La ZLECAf vise tout particulièrement l'expansion des marchés alimentaires, du commerce intrarégional et des chaînes de valeur / d'approvisionnement régionales.
- Multiplier par deux la production alimentaire locale grâce à l'amélioration de la productivité agricole. Encourager l'utilisation accrue de cultures à haut rendement tout en soutenant la recherche agricole afin de développer des technologies climato-intelligentes, en tirant profit des biotechnologies.

En outre, l'Agence met l'accent sur la durabilité environnementale, y compris la gestion durable des terres et de l'eau, la nutrition, la sécurité alimentaire et les normes, les questions transversales telles que l'égalité de genre, les changements climatiques, l'interdépendance qui existe entre l'énergie, l'alimentation et l'eau, la pêche durable et la production aquacole. Ses interventions comprennent la conservation des ressources marines et aquatiques et la mise en œuvre de la Déclaration de Kinshasa.



## Position africaine commune sur les systèmes alimentaires

Coordination du processus d'élaboration de la Position africaine commune sur les systèmes alimentaires et évaluation des besoins des États membres pour la mise en œuvre de la PAC.



33

**pays africains** se sont engagés à restaurer 129 millions d'hectares de terres et de forêts dégradées d'ici 2030.

11

**États membres** ont reçu une formation pour renforcer leurs capacités en biosécurité et en biotechnologie.



**Suivi des progrès des États membres concernant les objectifs et cibles**

**agricoles à atteindre** et lancement conjoint du 3e Rapport d'étape biennal du PDDAA.

**La voix de l'Afrique a été mieux entendue à la COP27 et à la COP15** pour défendre les intérêts et les priorités du continent en matière de changement climatique, de biodiversité et de désertification.



**La mise en œuvre de la Position africaine commune sur les systèmes**

**alimentaires** : pilotage et coordination de l'évaluation des besoins de huit États membres en matière de systèmes alimentaires durables.

### Position africaine commune sur les systèmes alimentaires

L'AUDA-NEPAD s'est concentrée sur le renforcement d'une voix africaine commune et la mobilisation du soutien mondial pour transformer les systèmes alimentaires du continent. À cet égard, l'Agence a fourni un appui technique à 46 États membres de l'UA pour les dialogues nationaux et a apporté – avec le Groupe africain de négociateurs – un soutien technique pour élaborer la Position africaine commune (PAC) sur les systèmes alimentaires. L'AUDA-NEPAD a tenu des discussions au niveau national avec les États membres en vue de faciliter l'élaboration d'un programme continental pour des systèmes alimentaires résilients et adaptatifs qui s'appuie sur des données. Des données essentielles ont été recueillies auprès des parties prenantes nationales d'Afrique de l'Ouest, d'Afrique centrale et d'Afrique de l'Est pour élaborer l'analyse des besoins en matière de renforcement des capacités.

### Programme détaillé pour le développement de l'agriculture en Afrique (PDDAA)

47 États membres ont signé des pactes ou ont officiellement souscrit à l'architecture de mise en œuvre du PDDAA. Un appui technique a été offert aux pays dans le cadre de la deuxième génération des Plans nationaux d'investissement dans l'agriculture (PNIA) et des Plans régionaux d'investissement dans l'agriculture (CIR) des CER, qui ont été élargis pour aborder des questions telles que le renforcement de la résilience face au changement climatique, la nutrition, l'égalité de genre et la jeunesse. Des cadres et instruments complémentaires pour les États membres et les CER ont été élaborés pour appuyer la mise en œuvre de la Déclaration de Malabo sur le PDDAA. La CUA, l'AUDA-NEPAD, les CER et leurs partenaires travaillent sur le 4ème cycle de rapports biennaux.

### Sécurité alimentaire et nutritionnelle

L'AUDA-NEPAD a appuyé la mise en œuvre de programmes d'alimentation scolaire locaux en Angola, au Botswana, en RDC, en Éthiopie, au Ghana, au Kenya, au Malawi,

au Mali, au Mozambique, en Namibie, au Nigeria, au Sénégal, en Afrique du Sud, en Côte d'Ivoire et en Ouganda. En outre, des lignes directrices continentales pour l'harmonisation des normes de sécurité alimentaire en Afrique ont été élaborées conformément aux réglementations de la Zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAf).

### Facilité agro-alimentaire pour l'Afrique

L'AUDA-NEPAD collabore avec les CER pour mettre en œuvre le Fonds pour l'agro-industrie en Afrique et assurer l'impact à grande échelle de l'agro-industrie privée et publique en soutenant les MPME dans la résilience face au changement climatique des chaînes de valeur du maïs, du manioc, du cacao, de la noix de cajou et du bétail, entre autres.

### Réseau africain d'expertise en biosécurité (ABNE)

L'AUDA-NEPAD apporte un soutien technique aux CER et aux États membres afin d'établir et de mettre en œuvre des systèmes de réglementation de la biosécurité fonctionnels. Plusieurs pays ont mis sur pied de nouvelles politiques visant à réglementer l'édition du génome (Éthiopie, Kenya, Malawi, Nigéria) ou pris des décisions éclairées sur les applications de la biosécurité pour la conduite de la recherche (Kenya, Mozambique, Rwanda, Zimbabwe). D'autres pays ont autorisé la commercialisation (Éthiopie, Ghana, Kenya et Nigeria) ou l'importation (Ghana, Namibie, Nigeria, Togo, Ouganda, Zambie), alors que certains pays examinent actuellement leurs politiques ou leurs lois (Malawi, Zambie).

### Emplois ruraux décents

Plus de 1700 jeunes ruraux ont reçu des qualifications dans des entreprises rurales et 48 programmes d'études dans différentes chaînes de valeur de l'agriculture et de l'agro-industrie ont été élaborés dans le cadre du Programme pour des emplois ruraux

décents. Suite à l'approbation de la Déclaration de Kinshasa sur la transformation rurale lors du Sommet de l'UA de février 2020, l'AUDA-NEPAD travaille en étroite collaboration avec le Ministère de l'Agriculture et de la Mise en Valeur des terres, le Ministère de la Planification, et le Ministère de la Coopération internationale en Égypte pour promouvoir la coopération Sud-Sud en renforçant les opportunités d'apprentissage entre les pays, les principales organisations régionales et nationales impliquées dans l'agriculture et le développement rural. Cela est facilité par le Centre de coordination de Luxor pour le partage des connaissances et l'innovation.

### **Négociations mondiales sur le changement climatique et la durabilité environnementale**

L'AUDA-NEPAD a fourni un appui technique aux États membres pour renforcer la voix de l'Afrique dans les négociations mondiales lors de la COP27 sur le changement climatique, notamment par la mise en place du Pavillon Afrique. Un appui technique a également été fourni lors de la COP15 sur la diversité biologique qui s'est tenue en Côte d'Ivoire et qui a abouti à l'adoption du Cadre mondial pour la biodiversité sur la lutte contre la désertification. De plus, l'Agence a travaillé étroitement avec la CUA pour fournir un appui technique au Comité des chefs d'État africains sur les changements climatiques (CAHOSCC) et au Sommet africain sur l'action pour le climat. En outre, AUDA-NEPAD a collaboré avec plusieurs institutions partenaires pour fournir un appui financier et technique au Groupe africain des négociateurs (AGN) sur les différents accords multilatéraux sur l'environnement en vue de préparer les positions africaines communes. L'Agence a co-organisé une formation visant à renforcer les capacités des pays de la Grande Muraille verte d'Afrique de l'Ouest, notamment le Burkina Faso, le Bénin, le Cap Vert, la Côte d'Ivoire, la Gambie, le Ghana, la Guinée, la Guinée-Bissau, le Libéria, le Mali, la Mauritanie, le Niger, le Nigéria, le Sénégal, la Sierra Leone et le Togo. Un appui technique a également été fourni au programme de travail de la Conférence ministérielle africaine sur l'environnement (CMAE).

### **Genre, changement climatique et soutien à l'agriculture**

L'AUDA-NEPAD a renforcé les capacités des formateurs des Ministères du Genre, de l'Agriculture, de l'Environnement, du Commerce et des ONG du Cameroun, de l'Éthiopie, du Malawi, du Niger et du Rwanda pour aider les femmes et d'autres groupes agricoles vulnérables à faire face aux effets du changement climatique sur l'agriculture.

### **Initiative de restauration des paysages forestiers africains (AFR100)**

L'AUDA-NEPAD travaille en étroite collaboration avec les États membres de l'UA pour restaurer 100 millions d'hectares de terres et de forêts dégradées. 34 pays africains se sont engagés à restaurer 130 millions d'hectares de terres et de forêts dégradées d'ici 2030. L'AFR100 a développé une plateforme de suivi des progrès réalisés dans la restauration des terres dégradées.

### **Participation citoyenne au développement**

L'AUDA-NEPAD renforce les capacités des États membres et des CER afin d'améliorer la participation des citoyens au développement à travers la création et l'utilisation de mécanismes et d'espaces numériques, dans le but de favoriser la contribution des citoyens à l'élaboration des politiques à tous les niveaux. Le projet est réalisé par les Ministères de la Planification au Bénin, au Cameroun, en RDC, en eSwatini, au Sénégal, en Ouganda, et le Secrétariat de la COMESA. La plateforme de participation des citoyens est un outil essentiel pour examiner et réfléchir à la mise en œuvre des PND et de l'Agenda 2063.

## Infrastructure, Commerce et Industrie

Le développement des infrastructures est un catalyseur clé pour promouvoir et accélérer l'intégration régionale, le commerce et la transformation économique de l'Afrique. L'AUDA-NEPAD assure la coordination du Programme de développement des infrastructures en Afrique (PIDA), qui fournit un cadre commun permettant à l'Afrique de connecter et d'intégrer ses cinq régions. Le PIDA vise à développer et à renforcer les secteurs des transports, des TIC, de l'énergie et des eaux transfrontalières. Il est le pilier du commerce intra-africain, cherchant à favoriser un environnement favorable au développement dynamique du secteur privé et à créer une prospérité partagée pour tous. L'objectif premier du PIDA est de répondre aux besoins urgents de la population africaine. Il vise à fournir un accès abordable et fiable à l'électricité pour les 640 millions d'Africains qui en sont dépourvus, à l'eau potable pour 418 millions de personnes démunies, et à réduire considérablement les coûts logistiques tout en améliorant l'efficacité de l'industrie.

La réalisation de cette vision exige un investissement de 161 milliards de dollars. L'AUDA-NEPAD travaille avec les CER, les pays, les institutions spécialisées et le

secteur privé afin d'accélérer la mise en œuvre et le financement des projets PIDA. Passant à la deuxième phase du PIDA, l'AUDA-NEPAD pilote la mise en œuvre de 69 projets transfrontaliers prioritaires. Il s'agit notamment de 28 projets dans le domaine des transports, de 18 projets dans le domaine de l'énergie, de 12 projets dans le domaine de l'eau et de 11 projets dans le domaine des technologies de l'information et des communications. Ces nouveaux projets qui font partie du deuxième Plan d'action prioritaire du PIDA (PIDA PAP 2) visent à accélérer l'intégration régionale tout en assurant l'inclusivité et la durabilité en matière de genre, de connectivité rurale et d'environnement.

En outre, l'AUDA-NEPAD travaille à développer le commerce intra-africain et la circulation des personnes, des biens et des services en relevant les défis du transport et de la logistique tout en améliorant l'accès aux marchés pour les MPME. Par ailleurs, l'AUDA-NEPAD fournit un appui technique dans la mise en œuvre de la Vision minière de l'Afrique pour que les ressources naturelles de l'Afrique soient exploitées de manière efficiente et efficace, et au profit des citoyens africains et des pays africains.



**22 projets PAP2 PIDA** d'une valeur de 65 milliards de dollars ont été présentés aux investisseurs, aux banques multilatérales de développement et au secteur privé



**Identification des synergies et renforcement de la collaboration avec le Secrétariat de la ZLECAf** pour accélérer la mise en œuvre de l'Accord de libre-échange continental africain.

Le Plan directeur des systèmes électriques continentaux est en voie de concrétisation afin d'accélérer **la mise en œuvre du Marché unique africain de l'électricité.**

Plus de 38 000 micro, petites et moyennes entreprises africaines ont bénéficié du projet 100 000 000 PME pour faire progresser l'industrialisation de l'Afrique.

10 projets PIDA ont suscité un fort intérêt chez les investisseurs et les financiers.



## Plan d'action prioritaire PIDA (PAP 2)

Vingt deux projets PAP2 PIDA d'une valeur de 65 milliards de dollars ont été présentés aux investisseurs, aux banques multilatérales de développement et au secteur privé. Dix de ces projets PIDA ont suscité un fort intérêt chez les investisseurs et les financiers. Les pays situés dans le corridor central (Burundi, RDC, Kenya, Rwanda, Tanzanie, Ouganda, et Zambie) ont reçu l'aide d'experts pour élaborer des modes de prestation de services afin de créer un bassin de projets d'infrastructures vertes susceptibles d'être financés. Huit projets ont été recensés pour bénéficier d'un appui technique dans la concrétisation de projets au Rwanda, en Ouganda, en Tanzanie, en RDC et au Burundi. L'Agence de facilitation du transport de transit du corridor central (CCTTFA), la Communauté d'Afrique de l'Est (EAC) et la Commission de la rivière Orange-Senqu (ORASECOM) ont été les premiers récipiendaires des prix inauguraux PIDA lors de la 7ème semaine du PQL en février 2022 pour leur excellence dans la préparation des projets, en particulier les études de faisabilité et la conception. Par ailleurs, le Tableau de bord de l'investissement hydraulique AIP-PIDA a été élaboré. Le Programme d'investissement dans l'eau en Afrique (AIP) a été approuvé par l'Assemblée de l'UA en 2022 et mis à l'essai dans 10 pays : Bénin, Cameroun, Kenya, Malawi, République centrafricaine, Tanzanie, Togo, Tunisie, Ouganda et Zambie.

## Défis / difficultés

1. coûts de préparation du projet (5% - 7%, 11,3Mds dollars US) : Création d'un environnement favorable pour le projet, études de pré-faisabilité et de faisabilité, services de conseil en transaction et conception technique détaillée, et soutenant la viabilité financière des mécanismes institutionnels du PIDA.
2. Coûts de mise en œuvre du projet (9% - 12%, 19,3Md de dollars US) : Supervision et gestion de projets transnationaux, assurant la viabilité financière des agences spécialisées responsables de la coordination et de la mise en œuvre des projets.
3. Coûts d'exploitation et d'entretien (21%, 34,1Mds dollars US).
4. Développement des infrastructures sensibles aux conflits : Comprendre comment la politique, la planification et la mise en œuvre des infrastructures PIDA peuvent être conçues pour maximiser les impacts positifs sur la paix et la sécurité (P&S) et atténuer le risque de conflit entravant les avantages économiques traditionnels des infrastructures régionales dans les États touchés par un conflit.

## Mobilisation des ressources

Le deuxième Sommet de Dakar sur le financement (DFS-2) a attiré plus de 1 000 participants, plus de 100 PDG, 25 Ministres africains et Chefs d'État et de Gouvernement. L'AUDA-NEPAD collabore avec l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) et le Centre africain pour la transformation économique (ACET) pour mettre en œuvre le projet d'accélération et de renforcement de l'investissement dans les infrastructures de qualité en Afrique (ASQUIIA). L'Agence a également lancé l'Alliance pour l'infrastructure verte en Afrique (AGIA) dans le cadre de la méthodologie d'évaluation des projets verts SDM afin de mobiliser des financements climatiques pour les projets PIDA. E, l'Agence a lancé le Tableau de bord du Programme d'investissement dans l'eau en Afrique (AIP-PIDA) pour mobiliser des investissements dans l'eau et l'assainissement sur le continent et le Rapport du Panel international de haut niveau sur les investissements dans l'eau en Afrique pour mobiliser 30 milliards de dollars d'investissements pour le secteur.



### **Plan directeur africains des systèmes électriques continental (CMP)**

L'élaboration du CMP est à son stade final. L'objectif du CMP est d'établir un processus de planification à long terme à l'échelle du continent pour la production et la transmission d'électricité, impliquant les cinq pools énergétiques africains (Austral, Est, Central, Ouest et Nord) afin d'accélérer la mise en œuvre du Marché unique africain de l'électricité (AfSEM). L'AfSEM est envisagé comme le plus grand programme mondial d'échange d'énergie à l'échelle d'un continent pour interconnecter les 55 États membres de l'UA par le biais d'un marché de l'électricité efficace, abordable et durable.

L'AUDA-NEPAD a réalisé les rapports suivants dans le cadre de l'étude de base du CMP : Prévision intégrée de la demande ; données, hypothèses et évaluation des ressources techno-économiques ; scénarios de planification continentale intégrée ; plateforme et bases de données du CMP et des plans directeurs des pools énergétiques ; modèle continental intégré et données (plateforme CMP) ; et analyse intégrée des prévisions de la demande-scénario en collaboration avec les pools énergétiques. En plus de ces rapports, six études de soutien spécifiques du CMP ont été menées sur le stockage par batterie, la géothermie, l'hydrogène vert, le solaire, et le stockage de l'énergie éolienne et hydroélectrique. Ces études apportent une vision pointue des aspects techniques, économiques, environnementaux et sociaux des technologies émergentes et de leur rôle dans le système énergétique continental.

#### **Défis et opportunités**

Plusieurs difficultés sont susceptibles d'entraver les efforts de mise en œuvre des recommandations du CMP. Il s'agit notamment du manque de financement adéquat pour la préparation et la mise en œuvre des projets ; du manque de politiques publiques, de réglementations, de normes et d'institutions harmonisées ; du manque de partage adéquat des données et de l'information ; et du manque de capacités et de compétences requises. D'après les résultats préliminaires de l'étude de base, l'Afrique doit tripler son effort d'investissement (près de 1 milliards de dollars) dans de nouvelles capacités de production d'électricité pour atteindre l'objectif d'un accès universel à l'énergie et d'un développement socio-économique transformateur d'ici 2040. En outre, il est



nécessaire de développer l'infrastructure de transmission régionale pour favoriser le commerce de l'électricité entre les pays/ régions ayant une capacité excédentaire et les pays/régions en déficit.

### **Recommandations clés**

L'étude de base de la CMP a identifié des domaines essentiels pour le développement des infrastructures régionales : i) financement innovant ; ii) synergie et coordination : augmenter et diversifier les partenariats afin d'assurer un financement cohérent ; iii) renforcer les mesures en vue de l'atténuation des risques : accroître les investissements privés.

### **Mobilisation des ressources**

Près de 10 millions de dollars en aide financière de l' Union européenne (UE) et de la Banque africaine de développement et un appui technique de l'Agence internationale des énergies renouvelables (IRENA) et de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) ont été mobilisés pour la mise en œuvre du CMP. Alors que la conception du CMP sera presque achevée en septembre 2023, AUDA-NEPAD mobilise des ressources supplémentaires pour mettre en œuvre les recommandations du CMP à travers deux piliers : le renforcement des capacités pour la planification/ modélisation énergétique à long terme et la mise en œuvre des projets du CMP.

### **Guichet unique pour les postes frontaliers et l'initiative d'aide pour le commerce**

Une feuille de route pour l'échange de données électroniques a été élaborée afin de développer la gestion coordonnée des frontières des guichets uniques (OSBP) entre la Zambie et les pays voisins, la Namibie, la Tanzanie et la RDC. Cela devrait favoriser le commerce et l'intégration régionale. La CEDEAO a reçu un appui technique pour rendre opérationnel le système de feux de signalisation (TLS) et pour surveiller le commerce transfrontalier informel.

### **Etude d'impact de l'AIDA et de la ZLECAf**

À la suite de la décision de la 17e session extraordinaire de la Conférence de l'UA sur l'industrialisation et la diversification économique, l'AUDA-NEPAD pilote le projet d'évaluation de l'impact de l'AIDA et de la ZLECAf. Une

note conceptuelle a été élaborée pour décrire la portée et la méthodologie de cette étude. De plus, une étude en vue de renforcer les perspectives régionales et nationales a été entamée pour mobiliser des ressources.

### **100 000 000 MPME**

L'initiative a été mise en œuvre dans 13 pays, et plus de 38000 micro, petites et moyennes entreprises africaines bénéficient de ce réseau. La 100.000.000 MSME Academy, une plateforme d'apprentissage en ligne gratuite dédiée aux entrepreneurs africains, a été lancée avec l'appui de Microsoft. L'Académie permet d'accéder à plus de 200 cours dans divers domaines allant de l'industrie, la littérature digitale et la conformité des entreprises dans plusieurs langues telles que l'anglais, le français, le portugais, l'haoussa, l'Igbo, l'Amharique et le Yoruba. En outre, en partenariat avec l'Université de Stanford, 40 PDG africains ont reçu des bourses pour une formation des cadres avec le Stanford Seed Transformation Programme (STP). Quarante autres PDG devraient profiter du programme. D'autre part, 74 millions de dollars ont été obtenus auprès du Development Finance Institution (DFC) des Etats-Unis comme fonds de garantie financière pour aider les MPME au Nigeria, au Malawi, en Tanzanie et en Zambie.



### **Accélérateur de solutions locales**

Les solutions locales africaines (HGS) peuvent aider le continent à mieux résister aux épidémies. L'Accélérateur HGS pour la résilience à la pandémie a apporté un soutien pratique et adapté aux entreprises sanitaires africaines afin de renforcer la résilience du continent à la pandémie. 19 HGS ont été mises en œuvre avec succès dans 28 pays africains. 18 millions de dollars fu réunis pour développer les entreprises de soins de santé locales, et 1 400 employés ont été embauchés par les d'entreprises de soins de santé locales soutenues par l'AUDA-NEPAD. La valeur totale des produits fabriqués localement s'élève à 9 millions de dollars.

### **Vision minière africaine**

Un appui technique a été fourni pour construire une installation transfrontalière afin de mettre en œuvre la Vision minière africaine. À cette fin, l'accent a été mis sur le développement de la chaîne de valeur transfrontalière afin d'assurer la croissance des Entreprises minières artisanales et à petite échelle (EMAP) et des MPME locales dans le secteur minier en aidant les CER à renforcer et harmoniser le cadre juridique et politique, la cartographie, et l'identification des EMAP le long des chaînes de valeur, la sensibilisation à la conformité juridique et le soutien à la reconnaissance des EMAP par l'État, entre autres.

### **Programme continental des industries extractives**

AUDA-NEPAD a rejoint le conseil consultatif stratégique du Centre africain de développement minier (AMDC) et noue des partenariats avec d'autres partenaires panafricains de développement. L'Agence a également élaboré un concept sur le Programme continental des industries extractives et a accueilli la Conférence africaine Indaba.

### **Programme Policy Bridge Tank de l'Afrique (APBT)**

L'AUDA-NEPAD est co-président du groupe de travail T20 et plaide pour un siège de l'UA au G20. L'UA est devenue membre à part entière du G20 en septembre 2023, sous la présidence indienne du G20.

Dans le cadre d'une coopération trilatérale Royaume-Uni/Brésil/Afrique, l'AUDA-NEPAD a mené une étude de 18 mois sur le dividende démographique au Mozambique qui sera étendue à cinq autres pays africains.

## Développement du capital humain et des institutions

L'Agenda 2063 reconnaît que le développement des populations africaines est la clé pour atteindre une prospérité durable, partagée et inclusive. À cet égard, l'AUDA-NEPAD met l'accent sur le développement du capital humain et des institutions, englobant des domaines essentiels tels que la santé, l'éducation, le développement des compétences, l'autonomisation des jeunes et des femmes, et l'équité entre les sexes.

Convaincu du pouvoir d'une éducation de qualité, de soins de santé accessibles et de l'égalité des sexes, l'AUDA-NEPAD travaille au développement des institutions capables de cultiver un leadership transformateur à tous les niveaux pour donner vie à l'Afrique que nous voulons. En favorisant un développement inclusif, l'AUDA-NEPAD vise à promouvoir une Afrique dynamique et prospère qui ne laisse personne de côté, conformément à l'Agenda 2063.



Lancement de la première phase du Fonds AUDA-NEPAD/Espagne pour l'autonomisation des **femmes africaines qui a bénéficié à 1,2 millions de femmes sur le continent.**

**13** États membres ont intégré la loi type de l'UA sur la réglementation des produits médicaux.

Soutien à l'opérationnalisation de l'Agence africaine des médicaments (AMA)—un total de **23 pays ont ratifié le traité de l'AMA**

**Lancement de Energize Africa**, nouveau programme phare de l'AUDA-NEPAD visant à mettre la créativité et les compétences des jeunes du continent au service de la croissance économique et du développement.

### Energize Africa

Energize Africa répond directement aux demandes des États membres à mettre la créativité et l'innovation des jeunes au service de la croissance socio-économique. Ce projet phare se concentre sur les jeunes professionnels afin d'améliorer l'efficacité des secteurs public et privé, de stimuler la recherche et le développement axés sur les solutions grâce à des pôles d'innovation, et d'offrir des opportunités d'entrepreneuriat aux jeunes populations africaines pour améliorer le bien-être socio-économique. Energize Africa est un programme pluriannuel, comprenant diverses parties prenantes, qui devrait galvaniser le soutien des États membres, des organismes régionaux et des acteurs internationaux.

### Fonds NEPAD / Espagne pour l'autonomisation des femmes africaines

La première phase a bénéficié à plus de 1,2 millions de femmes en mettant en œuvre 78 projets sélectionnés dans 38 pays africains et communautés économiques régionales (CER).

# Pleins feux sur les 78 projets du Fonds NEPAD/Espagne

1.2  
Million



38  
pays  
africains



directement touchées par le Fonds NEPAD/Espagne. Les bénéficiaires étaient en majorité des femmes âgées de moins de 35 ans.

Les femmes impliquées dans le commerce transfrontalier informel ont réalisé des ventes accrues résultant en partie, de la mise en place d'un marché à la frontière entre le Burundi, le Rwanda et la RDC. Par ailleurs, la sensibilisation des policiers et des services douaniers le long de la route du poisson entre le Burkina Faso et le Mali, ainsi que la mise en place de deux fédérations et de 10 associations de femmes ont stimulé les ventes de ces femmes commerçantes du secteur informel.

530 000



femmes  
et jeunes

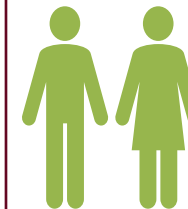
ont bénéficié d'un programme de formation commerciale et professionnelle. Cette action, conjuguée à la création d'unités d'incubation d'entreprises et à la certification des produits, notamment par code-barres, a permis d'accroître la productivité agricole, entre autres, et aussi une augmentation des revenus des femmes.

125 000



femmes

formées à la gestion et à l'entreprenariat dans les petites et moyennes entreprises. Par la suite, des PME - appartenant notamment à des femmes impliquées dans le commerce informel - ont été créées, avec le soutien des institutions financières.



Sensibilisation à la santé reproductive et à la prévention du VIH chez 55 000 femmes et hommes. En outre, des infrastructures ont été mises en place - notamment en équipant 4 hôpitaux de district au Niger en matériel spécialisé pour traiter les fistules obstétricales.



Des femmes rurales dans 27 pays ont reçu une assistance pour accéder à la terre et dans certains cas, pour devenir des propriétaires des terres agricoles acquérir des compétences et des équipements pour la transformation et le conditionnement des produits agricoles dans diverses chaînes de valeur.

140 000



Création d'emplois et d'opportunités d'auto-emploi pour les femmes et les jeunes afin qu'elles deviennent autonomes, améliorant leur statut socio-économique et leur bien-être au niveau familial et communautaire.



7 incubateurs

Un soutien technique a été fourni au incubateurs d'entreprises dans la région de la CEDEAO et du COMESA afin de favoriser un environnement propice aux femmes entrepreneurs et d'offrir un mentorat aux jeunes femmes aspirant à créer des entreprises ou engagées dans celles-ci.



800 000

femmes et hommes ont été sensibilisés à l'égalité des sexes et aux droits des femmes. Par la suite, des centres d'excellence ont été créés pour mettre en œuvre le Protocole de la SADC, ce qui a permis à davantage de femmes d'occuper des postes de responsabilité au niveau des collectivités locales.

190 000



femmes

directement impactées par la mise à disposition d'infrastructures économiques, l'accès aux équipements et aux TIC ; par exemple, des systèmes d'irrigation solaire ont été installés, des banques de semences, des étables et des marchés transfrontaliers ont été construits dans le but, entre autres, d'améliorer le statut économique des femmes.

175 coopératives  
ont été créées et  
soutenues au profit de  
27 000 femmes

visant à augmenter l'accès aux services de vulgarisation, aux technologies et au financement - afin d'améliorer les moyens de subsistance et promouvoir une croissance économique partagée durable.

92



OSC et organisations locales ont été consolidées pour soutenir le programme d'action en faveur de l'égalité des sexes au Nigeria. A titre illustratif, un réseau de protection des femmes a été créé pour assurer le suivi de la responsabilité en matière d'égalité des sexes et de fourniture de services aux femmes.



Mise en place et soutien au financement de système de microcrédit dans 18 pays par le biais de partenariats avec des banques privées telles que la Banque SOL en Angola, et de systèmes de garantie de crédit. La banque mobile a permis aux services de microfinance d'atteindre les femmes dans les zones les plus reculées, comme en Gambie.

11 000



victimes de violences basées sur le genre (VBG) ont été atteintes grâce à l'appui des institutions gouvernementales et des organisations de la société civile (OSC) pour la prévention et l'éradication des VBG. Six refuges pour les victimes de violences basées sur le genre ont été créés au Liberia, et les services de sécurité et les services juridiques du Cap-Vert se sont mobilisés pour soutenir les procédures judiciaires relatives aux VBG.

Appui à la mise en œuvre de politiques et de cadres régionaux et internationaux pour l'égalité des sexes et l'automatisation des femmes dans 24 pays, par exemple, la ratification du protocole de l'Union africaine sur les droits des femmes en République démocratique du Congo (RDC), en Guinée Bissau et au Zimbabwe.

### Genre et jeunesse

Formation de 400 femmes de Côte d'Ivoire, RDC, Gabon, Niger et Togo dans les domaines de la littératie financière et numérique, du commerce électronique, de l'emballage, de l'image de marque personnelle et de l'intelligence émotionnelle. L'AUDA-NEPAD a entrepris un exercice de cartographie des besoins avec les ministères du Genre du Ghana, du Niger et de la Tanzanie. L'AUDA-NEPAD a participé à l'élaboration et à l'adoption de la Feuille de route pour le Champion présidentiel de l'UA sur les questions de genre et de développement, S.E. Nana Akufo-Addo, Présidente de la République du Ghana.

### Initiative pour les compétences en l'Afrique (SIFA)

Le SIFA est une initiative de la CUA financé par le gouvernement allemand et l'Union européenne à travers la Banque de développement de la KfW. L'AUDA-NEPAD pilote la mise en œuvre du Fonds de financement du SIFA. 16 projets novateurs de développement des compétences axés sur l'emploi ont été approuvés aux fins de financement, à la suite d'un processus de demande concurrentiel. La facilité de financement de la SIFA est actuellement active dans huit (8) pays africains : Cameroun, Éthiopie, Ghana, Kenya, Nigeria, Afrique du Sud, Tunisie et Togo. Les projets sélectionnés sont flexibles et apportent des solutions réactives aux défis communs du secteur de l'EFTP (Enseignement et formation techniques et professionnels). Ils sont conçus pour renforcer de manière cohérente les systèmes locaux et régionaux de développement des compétences afin qu'ils soient plus créatifs, innovants et durables pour le continent africain. Un nouveau guichet de financement a été lancé pour valider la faisabilité des innovations EFTP sur le marché.

### Harmonisation de la réglementation des médicaments en Afrique (AMRH)

La mise en œuvre de la Loi type de l'Union africaine sur les produits médicaux a pris de l'ampleur puisque quatre (4) pays de la CEDEAO (Bénin, Burkina Faso, Côte

d'Ivoire et Gambie) ont utilisé la Loi type de l'UA sur la réglementation des produits médicaux, ce qui porte le nombre total à 13 États membres de l'UA. Parmi ceux-ci, sept (7) pays ont établi des agences de réglementation semi-autonomes.

### Agence africaine des médicaments (AMA)

Au niveau continental, l'AUDA-NEPAD a plaidé en faveur de la création de l'Agence africaine des médicaments (AMA) par le biais du Programme d'harmonisation de la réglementation des médicaments en Afrique (AMRH). Au total, 23 pays ont ratifié le Traité sur l'AMA. Après un processus d'évaluation rigoureux soutenu par AUDA-NEPAD, le Conseil exécutif a choisi le Rwanda pour accueillir le siège de l'AMA. La Conférence des régulateurs de médicaments africains, qui est l'organe décisionnel le plus élevé de l'AMRH a approuvé neuf comités techniques (CT) pour soutenir l'opérationnalisation d'AMA et assurer la surveillance réglementaire des vaccins par le biais des Partenariats pour la fabrication de vaccins en Afrique. Les CT sont le Forum africain de réglementation des vaccins, les bonnes pratiques de fabrication, le Forum africain sur la qualité des médicaments, la pharmacovigilance, le développement des capacités réglementaires, la politique des médicaments et les réformes réglementaires, les systèmes de gestion de l'information et le Forum africain sur les dispositifs médicaux et l'évaluation des produits médicaux. Huit de ces CT sur neuf ont été établis et opérationnalisés.

### Partenariats et mobilisation des ressources

L'AUDA-NEPAD a signé une subvention de 5 millions d'euros avec l'UE pour le programme AMRH et l'opérationnalisation d'AMA afin d'accélérer la mise en œuvre du Plan de fabrication de produits pharmaceutiques pour l'Afrique (PMPA) et de la Zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAf).



### **Amélioration de la fabrication locale des produits pharmaceutiques et des vaccins**

La pandémie du COVID-19 a rappelé l'importance de mettre en place des systèmes de santé résilients. Il est essentiel de renforcer les capacités locales de l'Afrique à produire les produits médicaux, les technologies de la santé et les équipements médicaux dont elle a tant besoin. L'AUDA-NEPAD a profité de cet élan pour élaborer un cadre de gouvernance garantissant que le nombre croissant d'initiatives de production locale soit efficacement coordonné et réalisé conformément à la vision du Plan de fabrication pharmaceutique pour l'Afrique (PMPA). En outre, un recueil de bonnes pratiques et politiques pharmaceutiques a été élaboré afin de créer un environnement favorable à la croissance du secteur pharmaceutique en Afrique.

### **Appui aux systèmes de santé et de lutte contre la tuberculose en Afrique australe (SATBHSS)**

143 praticiens de la santé et de la sécurité au travail ont été formés afin de renforcer leur aptitude à la prévention, au dépistage et au traitement de la tuberculose au Lesotho, au Malawi, au Mozambique et en Zambie. Cela comprenait l'élaboration d'une stratégie régionale et de plans nationaux sur l'implication du secteur privé dans la lutte contre la tuberculose, le cadre de l'UA pour l'implication du secteur privé dans la santé et un dialogue sur l'engagement du secteur privé. Le projet est financé par la Banque mondiale et mis en œuvre en partenariat avec le Secrétariat de la SADC, l'ECSA-HC, l'OIT, l'OMS et les gouvernements.

### **Protocole sanitaire de la SADC et déclaration sur la tuberculose dans le secteur minier**

Depuis 2018, l'AUDA-NEPAD collabore avec le Secrétariat de la SADC et d'autres partenaires pour mettre en œuvre le Protocole de la SADC sur la santé, le Plan stratégique de la SADC sur la tuberculose 2020-2024, et la Déclaration sur la tuberculose dans le secteur minier, grâce à un financement du Fonds mondial. En conséquence, plus de 419 957 mineurs, anciens mineurs, leurs familles et leur communauté ont été dépistés pour la tuberculose. 11 centres de services de santé au travail (CSST) ont été établis dans huit pays de la SADC et remis aux gouvernements hôtes. En outre, quatre modèles de dépistage de la tuberculose ont été élaborés, et un système informatique régional de la SADC et une structure de coordination régionale pour la tuberculose ont été établis au Secrétariat de la SADC.

### **Renforcement des systèmes de soins de santé primaires**

L'AUDA-NEPAD a conçu et lancé le projet Bijimi de soins de santé primaires dans cinq (5) États membres (Burundi, République centrafricaine, Tchad, Lesotho et Sud-Soudan) pour perfectionner les compétences des agents de santé communautaires et renforcer l'infrastructure de la chaîne d'approvisionnement à l'appui des services de soins de santé primaires. Cette intervention a été précédée d'une étude de référence dans les cinq pays pilotes.



## Science, technologie et innovation

L'AUDA-NEPAD vise à exploiter efficacement la science, la technologie et l'innovation pour le développement socio-économique de l'Afrique et à donner aux dirigeants et innovateurs africains les moyens de relever les défis continentaux en tirant parti des technologies de pointe et émergentes. Les interventions sont axées sur l'identification et l'évaluation des technologies prometteuses qui recèlent un immense potentiel pour l'Afrique, notamment l'intelligence artificielle, la blockchain, les batteries de nouvelle génération et l'édition génomique. L'AUDA-NEPAD a travaillé avec des parties prenantes telles que les gouvernements des États membres de l'UA, le secteur privé, le milieu universitaire, les innovateurs et les consommateurs pour élaborer et mettre en œuvre une stratégie continentale de l'UA-AI (intelligence artificielle de l'Union africaine) qui comprend des mesures législatives, réglementaires, éthiques, et des cadres infrastructurels. L'Agence continue à tirer parti des partenariats pour la mobilisation de ressources pour des projets de recherche et de développement novateurs sur tout le continent. L'Agence s'est engagée à renforcer la capacité des États membres de l'UA et des CER à suivre l'évolution de la Stratégie africaine pour la science, la technologie et l'innovation (STISA) 2024 afin d'améliorer l'élaboration, le suivi et l'évaluation des politiques publiques fondées sur des données fiables. De plus, l'AUDA-NEPAD a privilégié l'innovation et la technologie pour soutenir la recherche génétique sur le continent. Dans le domaine de la santé publique, l'Agence travaille à renforcer les mesures de sécurité et les efforts de lutte contre les maladies ainsi que les systèmes de surveillance, afin d'atténuer les risques pour la santé publique et de promouvoir des pratiques durables de lutte antivectorielle.

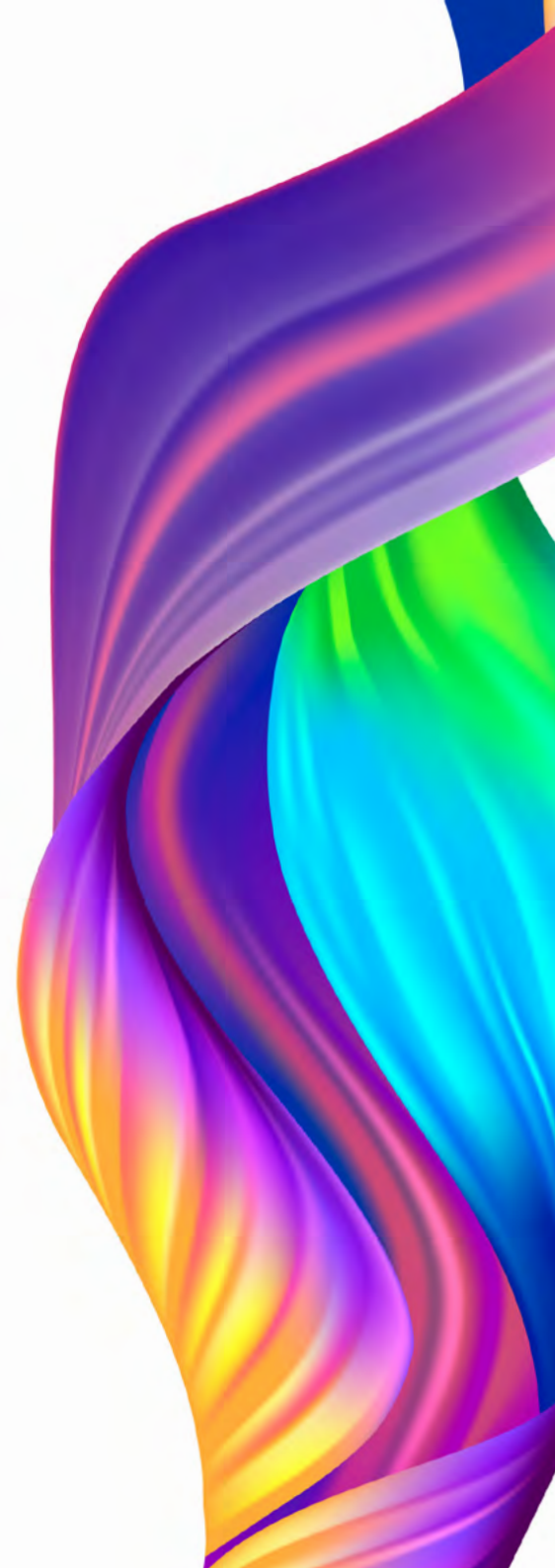


**Une plateforme continentale de surveillance de la sécurité des vaccins contre le COVID-19** et d'autres produits médicaux prioritaires pour les maladies prioritaires de l'UA comme le VIH, la tuberculose et le paludisme.



A élaboré la stratégie de l'Union africaine en matière d'intelligence artificielle pour renforcer des capacités et l'environnement réglementaire en matière de technologie de l'IA et de gestion des données.

Appui à sept pays en vue de renforcer les systèmes de réglementation des outils de lutte contre le paludisme.



### **Initiative africaine sur les indicateurs de la science, technologie et innovation (ASTII)**

L'AUDA-NEPAD a travaillé avec l'EAC, la CEEAC, la CEDEAO et la SADC pour maintenir des indicateurs existants de R&D et d'innovation afin de favoriser l'élaboration de politiques publiques fondées sur la recherche, le suivi des cibles (S&E), et le renforcement de la capacité de gestion des données STI et de numérisation. L'AUDA-NEPAD a réuni 30 États membres pour partager les progrès réalisés dans l'élaboration de politiques STI basées sur les données recueillies dans le cadre d'enquêtes sur la R&D et l'innovation.

### **Edition du génome**

Six pays ont été appuyés pour faire progresser l'édition du génome pour le développement et la commercialisation de produits. Une évaluation de base a été menée pour améliorer les capacités de R&D et de commercialisation des pays participants. Les acteurs clés de la technologie GED ont été identifiés grâce à un exercice d'évaluation rapide permettant une enquête plus approfondie dans le cadre de l'analyse paysagère prévue. L'Agence a également développé une plateforme de communauté de pratique en ligne. Deux (2) pays sont en train de développer des stratégies de communication et des plans d'action nationaux sur l'édition du génome, en commençant par le Ghana, pour renforcer l'initiative qui inclura les petits exploitants agricoles.

### **Gestion intégrée des vecteurs (IVM) en Afrique**

L'IVM a soutenu sept pays, dont le Burkina Faso, Djibouti, le Ghana, le Mali, le Nigéria, São Tomé-et-Principe et l'Ouganda dans le renforcement des systèmes de réglementation des outils de lutte antivectorielle. Le programme soutient l'implication des parties prenantes au niveau national et régional, en augmentant le niveau d'information et de compréhension sur la transmission des gènes et en préparant la future dissémination sur le terrain des moustiques génétiquement modifiés. Par conséquent, les organismes de réglementation ont acquis une capacité accrue d'évaluation des risques et de prise de décisions, tandis que les intervenants ont augmenté leur niveau d'information sur le potentiel de transmission de gènes pour la lutte contre le paludisme.

### **Programme AU 3S**

AU-3S a introduit le formulaire électronique de déclaration des effets indésirables à la suite de l'immunisation (ESSI), ce qui a aidé à améliorer la qualité des données et à passer de l'utilisation de formulaires papier à la collecte de données électroniques. Le formulaire est intégré à une application mobile, Med Safety App, qui a augmenté le taux de déclaration et amélioré la qualité des données. En outre, le programme AU-3S a créé le Vigilance Hub, qui est une plateforme utilisée par les États membres pour la collecte de données de sécurité, avec le soutien du partenaire technique du programme, l'Agence de réglementation des médicaments et des produits de santé (MHRA). Le Hub vigilance est utilisé pour la gestion des cas et a amélioré la qualité des données en Afrique. En outre, il a contribué à intégrer les données transnationales entre les États

membres. L'AU-3S est passé d'un pilote à une plateforme continentale. Les travaux ont progressé en vue d'inclure d'autres produits médicaux prioritaires pour les maladies prioritaires de l'UA telles que le VIH, la tuberculose, le paludisme et, à terme, d'établir une base de données de sécurité centralisée appartenant à l'Afrique, connue sous le nom de système AfriVigilance.

### Résultats du panel de haut niveau de l'UA sur les technologies émergentes (APET)

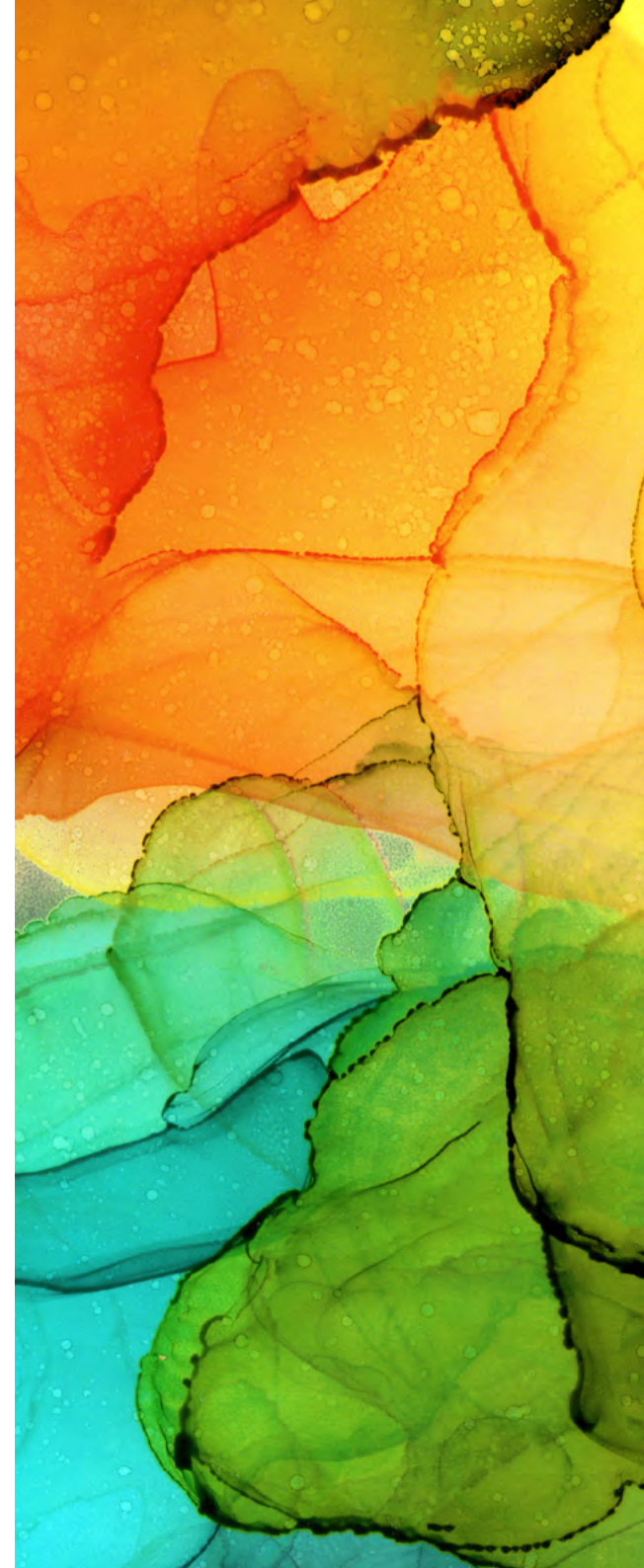
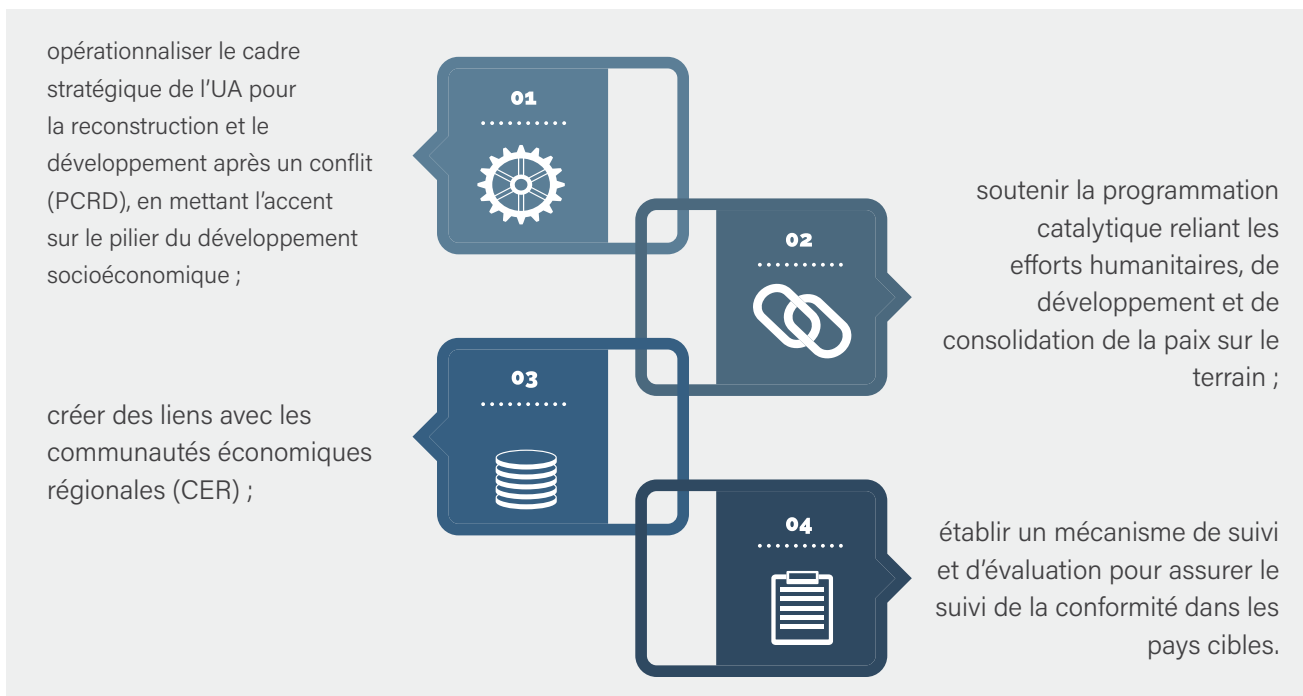
Quatre rapports technologiques sur l'intelligence artificielle, la chaîne de blocs, les batteries de nouvelle génération et l'édition du génome ont été lancés. Grâce au Dialogue exécutif Calestous Juma (CJED), l'APET a facilité les discussions stratégiques et les collaborations entre les principaux intervenants, ce qui a mené à des solutions novatrices dans divers secteurs. Actuellement, l'APET s'emploie activement à développer la Stratégie continentale de l'Union africaine en matière d'intelligence artificielle (UA-AI), un cadre global qui exploite l'IA pour stimuler la croissance économique et le développement social. En outre, l'APET a renforcé les capacités techniques de 560 experts en éducation et en STI de sept États membres de l'UA, dont l'Égypte, l'Éthiopie, le Ghana, le Gabon, le Malawi, le Mozambique et le Nigeria. De plus, l'APET a publié plus de 150 articles de blog sur l'exploitation de la science, de la technologie et de l'innovation dans divers domaines thématiques.

### Dialogue exécutif de Calestous Juma (CJED)

Par le biais de webinaires mensuels, le CJED a réuni 980 intervenants, y compris des décideurs publics, des cadres, des universitaires, des scientifiques, des parlementaires, des jeunes, des chercheurs, des anciens du CJED, et des innovateurs, pour relever les défis et élaborer des solutions pour relier les STI à divers sous-secteurs du développement. De plus, la CJED a offert une formation en pédagogie et en méthodologie d'enseignement adaptées aux Sciences, Technologies, Ingénierie et Mathématiques (STEM) à 1280 enseignants et décideurs du ministère de l'Éducation, des Sciences et de la Technologie. Par ailleurs, 240 professionnels de l'éducation, agents d'assurance de la qualité et décideurs ont participé à des activités d'échange de connaissances axées sur l'élaboration de solutions locales en STEM. En outre, plus de 450 professionnels de l'éducation ont été formés pour entreprendre des réformes des programmes de STEM.

## Programme global Triple Nexus axé sur la paix, la sécurité et le développement

L'AUDA-NEPAD a conçu le programme phare Triple Nexus pour favoriser le développement durable et la paix grâce à l'intégration régionale fondée sur les principes de paix, de sécurité et de développement. Le programme suppose que l'intégration régionale et le développement durable de l'Afrique reposent entièrement sur sa capacité à garantir un climat de paix et de sécurité. L'Union africaine reconnaît en plus que la paix, la sécurité et le développement sont les fondements les plus essentiels d'un système social sain. Même si ces concepts sont indépendants, ils sont interreliés et complètent les piliers du développement durable. Pour un pays sortant d'un conflit, l'intégration du développement, de la consolidation de la paix et de la sécurité dans la stratégie nationale et les processus de planification peut créer des synergies et des politiques plus efficaces qui empêchent les rechutes de conflit, ainsi que les inégalités et vulnérabilités sociales et régionales. Le projet phare vise spécifiquement à :



# PARTENARIATS ET MOBILISATION DES RESSOURCES

L'Agenda 2063 – fondement du processus de réforme de l'UA – met l'accent sur une nouvelle architecture de partenariats et un nouveau modus operandi pour mobiliser des ressources grâce à une planification, une exécution et un financement collaboratifs renforcés pour des programmes continentaux et régionaux, favorisant des efforts conjoints intégrés. En tant qu'agence de développement continentale, l'AUDA-NEPAD a pour mandat d'entreprendre la gamme complète des efforts de mobilisation des ressources du continent et d'assumer une responsabilité plus formelle dans la représentation des intérêts de développement de l'Afrique sur le continent, et dans les plateformes et processus internationaux. Cette fonction nécessite une collaboration et une coordination renforcées entre les organisations de l'UA, les États membres, les organismes régionaux et les partenaires de développement. Dans ce contexte, l'AUDA-NEPAD travaille avec les CER pour améliorer les capacités continentales de planification, de programmation et de mobilisation des ressources afin d'assurer un financement efficace et durable de l'Agenda 2063 en partenariat avec l'Union européenne. Le programme conjoint UA/UE sera fondé sur une approche gagnant-gagnant en alignant les priorités établies par les organes politiques des États membres de l'UA sur celles de l'UE par le biais de partenariats stratégiques techniques et financiers. À cet égard, l'AUDA-NEPAD a obtenu l'appui de l'UE au renforcement des capacités institutionnelles afin de développer un programme continental de soutien grâce auquel l'UE, l'UA et les États membres pourraient mobiliser des ressources et des investissements. La collaboration vise à étudier les

possibilités de programmation harmonisée dans les domaines du développement humain, du changement climatique, du numérique, des STI, de la croissance durable, des emplois décents, de la migration et de la mobilité. Elle permettra également de développer une plateforme continentale commune d'investissement, réunissant les IFI et d'autres décideurs politiques de l'UE et d'Afrique pour concevoir des programmes d'investissement conjoints, afin de fournir un financement durable des programmes régionaux et continentaux. L'aide provient du programme d'appui IV de l'UA (AUSP IV) doté d'un budget total de 2,4 millions d'euros mobilisés en 2021. Ses objectifs sont les suivants : 1) s'appuyer sur l'élan donné par le partenariat UE-Afrique et développer un programme continental pour accélérer l'Agenda 2063. 2) développer les capacités au sein de l'AUDA-NEPAD et des CER pour mettre en œuvre des projets de coopération régionale. 3) harmoniser les programmes destinés à accélérer la mise en œuvre de l'Agenda 2063 dans les six domaines prioritaires de l'UE en Afrique sub-saharienne. Des sources de financement pour la mise en œuvre des programmes phares de l'Agenda 2063 et des programmes prioritaires régionaux qui alimenteront le programme continental consolidé ont été identifiées. Le programme de mobilisation des ressources UA/UE a été présenté au Sommet semestriel de l'UA en juillet 2023.

## Défis et opportunités

À la suite des consultations entre AUDA-NEPAD et les CER, les défis suivants ont été identifiés : 1) Manque de clarté quant au rôle des CER dans la mise en œuvre des priorités continentales en ce qui a trait à leur mandat et aux priorités régionales. 2) Manque de coordination et d'harmonisation des programmes à l'échelle continentale et manque de synergies, ce qui a pour conséquence que des parties externes coordonnent les CER. En outre, l'AUDA-NEPAD, les CER et l'UE ont tenu des engagements consultatifs pour commencer à développer la

structure du programme continental consolidé qui fera partie de la proposition à l'UE. Les six domaines prioritaires recensés sont les transports, les TIC, l'agriculture, le commerce, l'énergie, et le secteur privé.

### **Recommandations**

- Le rôle de l'AUDA-NEPAD en ce qui concerne la coordination et l'accroissement de la visibilité de l'Agenda 2063 et la promulgation du rôle des CER a été reconnu. Cependant, il est nécessaire d'adopter une approche harmonisée et coordonnée pour la mise en œuvre des programmes régionaux et continentaux, et de renforcer la capacité des CER à développer et déployer des mécanismes régionaux (RM).
- Éviter la concurrence, la contestation et la duplication entre les institutions de l'UA et les CER, et tirer parti des compétences de base et des synergies pour faire progresser et identifier les CER pour défendre des programmes spécifiques, par un processus de rationalisation.
- Identifier et impliquer le secteur privé pour des RM efficaces.
- Établir une plateforme de coordination, en conformité avec les principes de subsidiarité et de complémentarité, avec référence spécifique à la décision UA

L'AUDA-NEPAD adopte une approche dynamique de la mobilisation des ressources et de l'implication du secteur privé afin de développer un pôle de financement adéquat avec des fenêtres de financement opportunes et prévisibles. Le développement d'une stratégie de mobilisation du secteur privé à l'échelle de l'organisation est en cours. Dans le cadre de ce travail, l'AUDA-NEPAD s'efforce d'établir et de renforcer les plateformes du secteur privé dans les domaines de l'infrastructure, de la logistique sanitaire et des systèmes alimentaires.



**AUDA-NEPAD**  
AGENCE DE DEVELOPPEMENT DE L'UNION AFRICAINE

